

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO  
RESISTANTS MAI-MAI DU NORD-KIVU  
DETACHEMENT DES MAI-MAI MONGOLS  
Tél. : 0998395017 - 0994041768**

---

**ETAT-MAJOR  
COMMANDEMENT**

---

**CONTRIBUTION DES MAI-MAI MONGOLS AUX TRAVAUX DE  
LA CONFERENCE SUR LA PAIX, LA SECURITE ET LE  
DEVELOPPEMENT DES PROVINCES DU NORD-KIVU ET DU  
SUD-KIVU**

**GOMA, DECEMBRE 2007 - JANVIER 2008**

**Ecclésiaste 3 : 8**

## **I. INTRODUCTION :**

Monsieur l'Abbé Président de la Conférence,  
Honorables,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs les Conférenciers.

Nous sommes très heureux de pouvoir participer aux présentes assises pour apporter notre contribution quant à la recherche de la paix et la sécurité en vue d'un développement intégral de nos deux Provinces du Nord et du Sud-Kivu.

Nous remercions très sincèrement le Président de la République, Son Excellence Joseph KABILA KABANGE, pour son courage et sa détermination d'organiser un tel forum afin de trouver une solution rapide et définitive à la crise actuelle qui sévit à l'Est de la RDC de manière générale, au Nord-Kivu et Sud-Kivu en particulier.

Notre intervention s'articule sur les points ci-après :

- Présentation des Mai-Mai Mongols
- L'insécurité en général
- La réconciliation et la cohabitation interethnique
- Le développement économique du Nord-Kivu

## **II. DE LA PRESENTATION DES MAI-MAI MONGOLS**

### ***1. De l'entité Mai-Mai au Nord-Kivu***

En Province du Nord-Kivu, les Résistants Mai-Mai se subdivisaient en trois groupes :

- Les Mai-Mai Kifuafua ;
- Les Mai-Mai Kasindiens ;
- Les Mai-Mai Mongols que nous sommes.

Ces trois groupes obéissaient tous au commandement FAC/OPS-EST du Général Major PADIRI BULENDA, actuel Commandant de la 6ème Région Militaire basée à LUBUMBASHI, qui

coordonnait toutes les forces de résistance de l'Est de la RDC avant la réunification du Pays.

L'appartenance des ex-Combattants Hutu Congolais au Groupe Mai-Mai se justifie donc par leur adhésion au commandement FAC/OPS – EST et/ou les attestations d'affectation et de sécurité leur octroyés par le Commandant des forces (Voir quelques exemplaires en annexe).

## **2. De la terminologie**

Le terme Mongol est le diminutif de « Mongole » venant du verbe « kumongola » qui signifie obtenir quelque chose par la ruse en langue des Hutu. Nous disons donc « Umumongoli » au singulier et « Abamongoli » au pluriel.

Ainsi donc, l'appellation Maï-Maï Mongols n'a rien à faire avec la Mongolie.

## **3. Des objectifs des Mai-Mai Mongols :**

Trois points résument les objectifs des Mai-Mai Mongols :

- sauvegarder l'intégrité du territoire national,
- protéger la population civile et ses biens,
- combattre les anti-valeurs et les perturbations de l'ordre public

## **4. Des doléances des Mai-Mai Mongols :**

- Pour avoir soutenu le processus de réunification de la RDC et avoir beaucoup contribué à la restauration de la paix en Province du Nord-Kivu durant toute la période de transition en RDC notamment par l'adhésion à la structure militaire d'intégration « SMI » aux centres de brassage de Mushaki et de Rumangabo ;
- Pour avoir été, à ce jour, marginalisés et exclus à tous les niveaux de la vie nationale durant toute la période de transition et post électorale;
- Nous posons le problème de notre intégration effective, par voie pacifique, au sein des institutions de la RDC en général et de la Province du Nord-Kivu en particulier.

### **5. De la position des Mai-Mai Mongols :**

- La guerre actuelle qui endeuille le Nord-Kivu est injustifiée
- Nous voulons la paix, la cohabitation pacifique ainsi que la cohésion et l'harmonie entre les différentes forces politiques du pays ;
- Nous condamnons énergiquement toute revendication qui se fait par les armes.

## **III. DE L'INSECURITE EN GENERAL**

### **1. Aperçu général**

- Par considération du discours d'investiture du Président de la République, le 6 Décembre 2006, la population congolaise a salué avec satisfaction la détermination du Chef de l'Etat de mettre fin à la récréation.
- Néanmoins, le constat est que la récréation semble être finie presque dans toutes les Provinces de la RDC à la exception du Kivu, plus particulièrement, au Nord-Kivu qui, depuis la mise en place des institutions démocratiquement élues, les groupes armés congolais et étrangers ne cessent de semer la désolation parmi la population dans les territoires de Masisi et de Rutshuru habités majoritairement par les Hutu Congolais. Pillages, vols, viols, tueries, assassinats, massacres à grande échelle entraînant des fosses communes et déplacement massif de la population sont devenus coutumes.

### **2. Les causes de l'insécurité**

- le tribalisme ;
- le mépris du pouvoir coutumier ;
- la pauvreté des masses populaires surtout en milieu rural ;
- la politique d'exclusion dans la gestion de la chose publique ;
- la recherche de positionnement de certains politiciens ;
- la politique non adaptée au contexte.

### **3. Les Forces agissant au Nord-Kivu**

#### **a. Les groupes armés congolais**

- Le CNDP : Congrès National pour la Défense du Peuple ;
- Le PARECO : Patriotes Résistants Congolais ;
- Les Résistants Mai-Mai (Kifuafua, Kasindiens, et Mongols).

#### **b. Les groupes armés étrangers :**

- **Les FOCA** : Forces Combattantes Abacunguzi, branche armée des Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda « FDLR ». C'est un mouvement politico-militaire des réfugiés rwandais qui opèrent sur le sol congolais dès la destruction des camps de réfugiés ;
- **Les RUD** : Forces du Rassemblement pour l'Unité et Démocratie. C'est un nouveau groupe formé par les éléments armés réfracteurs aux FDLR et agissant au Kivu ;
- **Les NALU** : Rebelles Ougandais du Mont Ruwenzori.

### **4. L'insécurité psychologique**

- Au regard de l'article 10 de la constitution de la RDC, la question de nationalité est clarifiée et résolue ;
- Néanmoins, il en faut des mesures d'accompagnement car les victimes, descendants des transplantés, ne sont pas encore intégrées dans différents services d'Administration publique et judiciaire ;
- Nous faisons appel à l'autorité publique au niveau tant national que Provincial à l'intégration effective des descendants de transplantés exclus dans la gestion de la chose publique dès l'indépendance du Pays à nos jours.

### **5. Les soldats démobilisés**

- En Province du Nord-Kivu, le programme de réinsertion des soldats démobilisés semble n'avoir pas réussi sa mission ;
- A l'intérieur de la Province, les soldats démobilisés sont menacés de mort pour refus d'intégrer les groupes armés ;

- Ceux qui sont en ville sont menacés d'arrestations arbitraires par les services de sécurité civile ;
- Nous crions tout haut devant la Nation Congolaise, le Gouvernement et à la Communauté Internationale afin de demander de venir en aide cette catégorie de la jeunesse congolaise abandonnée à son triste sort et menacés d'exactions de tout bord ;
- Un accent particulier doit être apportée aux revendications sociales des blessées de guerres militaires et aux invalides. La gestion des fonds leur destiné devrait être assurée avec plus de transparence.

### **6. Les Rivalités politiques entre Goma et Beni**

- Les Blocs « Grand-Sud » et « Grand-Nord » indiquent respectivement les forces politiques de Goma (Goma, Nyiragongo, Rutshuru, Masisi et Walikale) et les forces politiques de Beni (Lubero, Butembo, Beni et Oïcha). Ces deux blocs ne s'accordent pas ;
- Pour preuve :
  - En 1965 ; le Gouverneur Paluku Denis initia la politique « Sisi kwa sisi » avec la chanson « Mpaka siye », c'est à dire, il n'y a que nous, qui provoqua une guerre interethnique dans le Masisi ;
  - En 1993, sous le Gouverneur Kalumbo Mbogho avec sa politique « Mpaka Gisenyi », c'est à dire, Ramenons-les (les descendants des transplantés) au-delà de nos frontières, la même situation s'est reproduite dans le Walikale (20 mars 1993) et s'est étendue dans le Masisi, le Rutshuru, le Sud de Lubero et dans le Territoire de Kalehe au Sud-Kivu ;
  - En 2003, durant le règne des Gouverneurs Eric Paluku Kamabu à Beni et Eugène Serufuri Ngayabaseka à Goma, l'on a assisté aux conflits armés à Kanyabayonga ;

- Le refus, par la population du Grand-Nord, au déploiement de la 9e Brigade intégrée à Butembo au seul motif qu'elle était sous le commandement d'un Officier supérieur Hutu, l'actuel Général de Brigade Mayanga-wa-Kishuba.
- Nous espérons que les institutions issues des élections démocratiques vont se mobiliser pour mettre fin à ces genres de conflits, mener la politique de l'équilibre régional Nord-Sud et favoriser la cohabitation pacifique entre les filles et fils de la province du Nord-Kivu. Ce qui rassurerait la population et rétablirait la confiance. **Dans les cas contraires, consacrer la création de deux entités provinciales distinctes conformément à l'article 4 de la Constitution de la RDC.**

#### ***7. Accord de Nairobi du 9 Novembre 2007***

- Nous avons accueilli avec satisfaction le communiqué conjoint du Gouvernement de la RDC et du Gouvernement du Rwanda sur une approche commune pour mettre fin à la menace de la Paix et la stabilité des deux Pays et de la région des Grands Lacs, signé à Nairobi, le 09 Novembre 2007 ;
- Néanmoins, les signataires du dit communiqué ont oublié la rubrique « Responsabilité » définissant les responsables des dégâts humains et matériels issus de la traque aux FDLR ;
- Nous souhaiterions qu'à l'issue de ces assises, le Gouvernement Congolais et la Communauté Internationale puissent dédommager les familles victimes des tueries perpétrées dès l'enclenchement des conflits au Nord-Kivu.
- Nous pensons, en fin, que nos leaders devraient éviter l'habitude de sacrifier les congolais au profit des intérêts égoïstes.

## **IV.DE LA RECONCILIATION ET COHABITATION INTERETHNIQUE**

### ***1. Conflits ethniques***

- Avant 1993, il n'y avait pas de groupes armés.

- Les conflits armés dans les Territoires de Walikale, Masisi, Rutshuru, Sud de Lubero et Kalehe ont eu comme conséquences :
  - La création des forces d'auto-défense diverses ;
  - Le déplacement massif de la population rurale vers les centres urbains ;
  - Une vague des réfugiés.
- Malheureusement, malgré les efforts de pacification, les déplacés des années 1993 à 1996 ainsi que les réfugiés congolais ne sont pas encore réhabilités dans leurs milieux d'origine.

## **2. Guerres de libération**

- Les deux rebellions successives, l'AFDL et RCD se sont imposées en arbitre pour séparer les parties en conflits sans pour autant mener une action de pacification solide pouvant rassurer les déplacés à regagner leurs milieux d'origine ;
- Au lieu de résoudre les problèmes internes de la province, les dirigeants de l'AFDL, ensuite du RCD, se sont préoccupés des intérêts des pays voisins.

## **3. L'Exclusion**

- Il s'observe une faiblesse en matière de culture démocratique : la loi de la majorité et de la minorité ;
- Il est inconcevable que le Gouvernement Central nomme trois ministres d'une même tribu pour représenter le Nord-Kivu. Cette tribu assure la gestion administrative de la province, de 3 mairies sur 3 qu'elle compte, 9 communes sur 10, et presque toutes les divisions provinciales du Nord-Kivu ;
- Le même cas s'observe dans l'armée où une ethnie compte plus d'Officiers généraux, supérieurs et subalternes que le reste des ethnies du Kivu.

#### **4. Le Baraza la Wazee Intercommunautaire**

- Il existe, en Province du Nord-Kivu, une organisation de pacification et de réconciliation interethnique dénommée le « *Baraza la Wazee Intercommunautaire* » qui collabore avec la cellule provinciale d'appui à la pacification « CPAP » ;
- Cependant, la division connue de cet organe en deux groupes G<sub>7</sub> et G<sub>2</sub> n'a fait qu'aggraver la désintégration des ethnies en Province et consacrer ainsi la politique autochtoniste qui rend difficile la cohésion et l'harmonie entre les communautés de base ;
- Dès lors, l'on assiste à la déviation de la jeunesse, la tribalisation de l'armée nationale et des services de sécurité, l'émergence des messages d'intoxication comme « Goma, ville propre », « *Brigade éclairée* » et autres.

#### **5. La réconciliation efficace et durable**

- Il faudrait réaménager le « Baraza la wazee Intercommunautaire » et lui donner un mandat clair qui rassure la neutralité et la bonne volonté de pacifier la Province,
- Ce mandat devrait insister sur :
  - Le rapprochement des groupes en conflits ;
  - Privilégier le dialogue permanent et sincère comme principe de règlement de la crise ;
  - Le déballage et le pardon.

#### **6. La cohabitation interethnique**

- En Province du Nord-Kivu, le problème de cohabitation interethnique n'est pas à négliger ;
- La cohabitation interethnique exige :
  - L'acceptation mutuelle ;
  - Le partage équitable et équilibré des postes de responsabilité au niveau des Entités Administratives Décentralisées ;

- La réhabilitation des déplacés de guerre et les réfugiés Congolais dans leurs milieux d'origine ;
- Favoriser l'interpénétration des ethnies ;
- Education à la culture démocratique.

## **V. DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA PROVINCE DU NORD-KIVU**

### **1. Causes du retard du développement économique du Nord-Kivu**

- Conflits ethniques permanents depuis l'Indépendance du Pays ;
- Fuite des cerveaux ;
- Destruction des outils de production ;
- Inaccessibilité des espaces cultivables, cependant fertiles ;
- L'analphabétisme ;
- Investir plus à l'extérieur qu'à l'intérieur de la Province ;
- Manipulation et désorientation de la Jeunesse en tant que force et main d'œuvre ;

### **2. Vers un développement socio-économique du Nord-Kivu**

- Il n'existe pas de développement sans la paix ;
- Cette paix n'est durable que si les communautés de base vivent en parfaite harmonie ;
- La paix et la cohabitation pacifique restent le seul outil capable d'attirer les investisseurs pour le développement socio-économique de la Province

### **3. Priorités**

- Désenclavement, par les tracées des routes, du territoire de Walikale et de certaines localités demeurées inaccessibles ;
- Reconstruction des Territoires sinistrés de Masisi, Rutshuru et Nyiragongo ;
- Réhabilitation des paysannats et des plantations abandonnées ;
- Réhabilitation et création des infrastructures scolaires et socio-sanitaires ;

- Création des écoles parcellaires, celles de métiers ainsi que des écoles techniques;
- Réhabilitation du secteur touristique;
- Organiser le secteur minier et exploitation du gaz méthane et du pétrole.

## **VI. DES RECOMMANDATIONS**

Pour ramener la paix, la sécurité et assurer le développement du Nord-Kivu, les Mai-Mai Mongols recommandent :

1. Que les Gouvernements de KINSHASA, de KIGALI, de KAMPALA et la Communauté Internationale s'organisent pour pacifier l'Est de la RDC notamment par :
  - Relancer les activités de la CEPGL élargie pour avoir un cadre spécifique de résolution des différends entre les Etats membres ;
  - Ramener les FDLR, les RUD, et les NALU dans leurs Pays d'origine par un **dialogue** ;
  - Ramener en RDC, les Réfugiés Congolais se trouvant au Rwanda et en Ouganda ;
2. Procéder à l'intégration effective de tous les groupes armés Congolais notamment par la reconnaissance de leurs grades militaires et l'intégration de leurs cadres politiques à la gestion des Entités Administratives Décentralisées, des services publiques de l'Etat, des Entreprises Publiques et des Services de sécurité. Les revendications spécifiques au groupe Maï-Maï Mongols seront remises à la Commission technique qui sera désignée pour la question des groupes armés congolais ;
3. Que l'Exécutif Provincial du Nord-Kivu mette en place les mécanismes de culture démocratique favorables à la cohésion ethnique par l'application de la politique de l'équilibre et de l'équité ;
4. Restaurer les économies locales dans les milieux sinistrés et de retour, en faveur des retournées et des rapatriées, par le

développement des projets de micro-crédit et des actions intégrées tenant compte des besoins communautaires.

5. Encadrer la jeunesse du Nord-Kivu sur le plan moral, civique et professionnel : mettre en place le programme de Service National en faveur des démobilisés, des invalides de guerre et des autres jeunes désœuvrés ;
6. Innover et moderniser l'Administration locale. De son encadrement dépend la stabilité et la quiétude du peuple ;
7. Punir les auteurs des massacres et leurs commanditaires.

## **CONCLUSION**

Le problème de paix, de sécurité et du développement de l'Est de la RDC en général et du Nord-Kivu en particulier est à la fois une interpellation et un défi pour le Gouvernement et la Communauté Internationale.

Nous souscrivons à toute démarche qui vise à ramener le calme au Nord-Kivu et nous réitérons notre détermination de revendiquer nos droits par des voies pacifiques c'est à dire par l'encre et la salive.

Ensemble, unissons-nous pour reconstruire la paix en vue d'une cohabitation interethnique harmonieuse et le développement socio-économique de notre Province dont l'avenir de la population reste sombre.

Néanmoins, ce souci ne pourrait se réaliser que si la classe dirigeante favorise une politique responsable appuyée sur le dialogue franc et sincère, seule voie d'éradication des barrières discriminatoires qui bloquent l'interpénétration ethnique au Nord-Kivu.

Nous vous remercions.

Fait à Goma, le 11/01/2008

**LES DELEGUES DES MAI-MAI MONGOLS**

**Dieudonné HABYARA SHOBORA**

**Félicien MIGANDA GARAGA**